

Forum : Forum Citoyen sur la Gouvernance**Thématique : Vers une nouvelle gouvernance plus horizontale à toutes les échelles pour réenchanter le monde de demain ?**

Nom du Citoyen : Luca Donnet

Situation familiale ○ Marié/en couple ● Célibataire ○ Avec enfants, si oui combien	Niveau d'étude ○ Primaire ○ Secondaire ● Universitaire
--	--

1. De quelle manière êtes-vous concerné par le sujet ?

Je m'appelle Luca Donnet, professeur à l'université d'Harvard en relations internationales. Je suis dans la catégorie des enseignants-chercheurs, en d'autres termes: en parallèle des cours, l'université me fournit les moyens matériels ou financiers pour la recherche quelque soit.

Le 20 mars 2025, seulement 2 mois après son investiture, le président Donald J. Trump a annoncé le démantèlement du ministère fédéral de l'éducation pour effectuer des coupes budgétaires ce qui a fortement impacté les grandes universités de renommée mondiale, vu qu'elles sont financées à hauteur de 28% en fonction des revenus de l'université. Pour les cas d'Harvard, elle est financé à hauteur de 11%, ce qui représente 57 milliards \$ par an, ce qui est, au passage, la plus grande subvention au monde.

Ces gels des subventions ont eu comme effets la suspension de certains projets prometteurs menés par certains de mes collègues tels que : les études sur la santé publique, les maladies infectieuses, Alzheimer ou encore le développement de dispositifs médicaux. Un deuxième effet néfaste de ces gels est le frein à l'innovation, dans un monde où la compétitivité ne fait que gagner du terrain, ralentir les secteurs qui créent les profils de demain provoquera le ralentissement compétitif des Etats-Unis et par conséquent le ralentissement économique de cette puissance.

Pour ma part, je dirigeais un projet sur la sécurité internationale et la gouvernance internationale, nous nous appuyions sur des cas tels que les conflits armés (les conflits au Moyen-Orient ou encore le rôle des alliances économiques et militaires) et les réactions des institutions internationales, et de leur potentiel impuissances (ONU, Union Européenne). C'était un projet que nous menions avec des élèves depuis quelques mois et ces coupes budgétaires ont fait que l'université a préféré privilégier les programmes de recherche technologique et sanitaire en dépit des programmes tels que le nôtre.

De plus, ce manque de moyens a également un impact sur nous, les professeurs. En effet, ne pouvant plus mener nos recherches dans de bonnes conditions, nous avons commencé à envisager des opportunités d'emploi dans des des universités concurrentes à l'étranger, notamment en France ou au Canada. Cette situation met en lumière notre troisième problématique majeure, la fuite des cerveaux à l'étranger.

2. Que proposez-vous à votre échelle ?

La première idée qui me vient à l'esprit serait d'organiser, avec tous les services impactés par ces coupes, des grèves massives et des démonstrations dans les grandes villes, pour en premier lieu récriminer les décisions du gouvernement en place, et dans un second lieu geler certains des départements les plus importants, notamment les centres hospitaliers ou encore les services de secours.

La seconde piste d'action consisterait à encourager la participation citoyenne en vue des élections de mi-mandat en novembre. Pour atteindre cet objectif, nous utiliserions les réseaux sociaux comme principal vecteur de diffusion des idées démocrates, mais également comme outil de vulgarisation permettant de rendre les programmes et les discours des candidats plus accessibles, en particulier aux jeunes électeurs.

Par ailleurs nous souhaiterions organiser au sein de nos universités des conférences, débats et rencontres avec certains candidats afin qu'ils puissent présenter leur programme et échanger avec les étudiants. Ces événements favoriseraient un dialogue constructif, permettraient aux jeunes de mieux comprendre les enjeux politiques actuels et inciteraient à s'impliquer d'avantage dans la vie démocratique.

En complément, des campagnes d'informations pourraient être mises en place afin de sensibiliser la population face à l'importance du vote et aux conséquences concrètes des choix électoraux sur l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et le financement des universités.

Si, à l'issue de ces élections, une majorité démocrate venait à se dessiner tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants, cela permettrait de rééquilibrer les rapports de force institutionnels. Une telle évolution pourrait offrir davantage de possibilités pour défendre les intérêts des universités, protéger les budgets consacrés à la recherche, faire entendre les préoccupations du monde académique dans le débat politique.